

MONDE

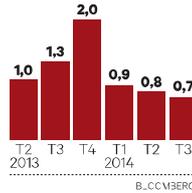
en chiffres

RECU DU PIB RUSSE EN NOVEMBRE

La Russie a enregistré un recul de 0,5 % de son PIB en novembre dernier par rapport au mois équivalent de 2013, la première chute en glissement annuel depuis la crise mondiale de 2009. Le ministère a expliqué cette tendance par le net ralentissement de l'industrie de transformation, de la construction et de l'agriculture.

Variation trimestrielle

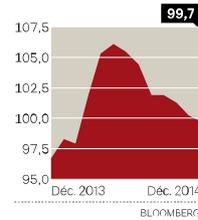
Classement annuel en %



PESSIMISME DES CONSOMMATEURS ITALIENS

La confiance des consommateurs a reculé pour le troisième mois consécutif, à 99,7 en décembre, contre 100,2 en novembre, selon les données diffusées hier par l'Institut national des statistiques. Cet indice, calculé à partir de questionnaires auprès de 2.000 ménages, a oscillé entre un plus haut de 124, fin 1988, et un plus bas de 85 en 2012.

En points



5 %

DU PIB UKRAINIEN

Le Parlement ukrainien a adopté, hier, le budget 2015 en augmentant les crédits à la défense et à la sécurité. Les dépenses vont quintupler à presque 5 % du PIB contre environ 1 % en 2014, à 90 milliards de hryvnias (3,8 milliards d'euros).

La gauche radicale fait un pas de plus vers le pouvoir en Grèce

- Le Parlement échoue à élire un président de la République, obligeant à des législatives anticipées fin janvier.
- Syriza veut mettre fin à l'austérité budgétaire, le FMI et la Commission européenne sont prêts au bras de fer.

EUROPE

Anne Bauer
abauer@lesechos.fr
— Bureau de Bruxelles
Yves Bourdillon
ybourdillon@lesechos.fr

Le parti de gauche radicale, Syriza, prônant la fin de la politique d'austérité, pourrait accéder au pouvoir en Grèce dans un mois. Ce scénario, impensable il y a un an, devient crédible à la suite de l'échec, hier, des députés grecs à élire un président de la République. Lors du troisième et dernier tour de cette élection, le candidat du gouvernement, Stavros Dimas, ancien commissaire européen, n'a recueilli que 168 suffrages, à 12 voix du seuil nécessaire. Ce qui, selon la Constitution, précipite automatiquement l'organisation, le 25 janvier, d'élections législatives anticipées, les plus « décisives depuis des décennies », selon le Premier ministre, Antonis Samarás.

Syriza, parti de la gauche radicale à l'ascension fulgurante depuis le début de la crise de la dette publique en novembre 2009, est bien placé pour le remporter. C'est lui qui a obtenu le plus de voix aux européennes du printemps dernier. Et un sondage, samedi, le crédite de 28,3 % des voix, contre 25 % seulement à Nouvelle Démocratie, le parti de droite au pouvoir en coalition avec le Pasok



Le candidat du gouvernement, Stavros Dimas, ancien commissaire européen. Photo Thomas Siskos/SIPA

(socialiste). L'objectif de Syriza semble clair, puisque son président, Alexis Tsipras, a estimé hier que le vote des députés montrait que « le peuple montrait... sa volonté de mettre fin aux politiques de rigueur ». Une politique de réduction prioritaire des déficits qui s'est traduite par un allègement des impôts et par des coupes dans les dépenses publiques mais des réformes promises n'ont pas été mises en œuvre. Les marchés financiers sont res-

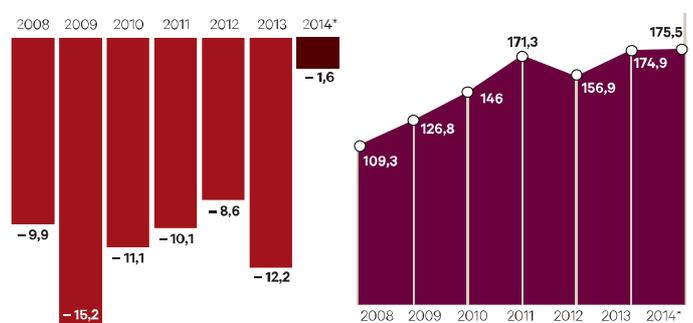
tés flegmatiques (lire ci-dessous), ayant visiblement anticipé cette nouvelle convulsion grecque. La Bourse d'Athènes a accusé gravement le coup, avec un recul de 11 %, avant de réduire les dégâts avec une perte de 3,9 % à la clôture.

Une nouvelle guerre d'usure Signe toutefois des préoccupations liées à la perspective de l'arrivée au pouvoir d'un parti décidé à « renégocier » les conditions du plan d'aide

Le déficit public de la Grèce diminue... et la dette publique se stabilise

En % du PIB

En % du PIB



* Estimé

* LES ÉCHOS / SOURCE : EUROSTAT

international à Athènes, le Fonds monétaire international a annoncé, hier, que le versement de la prochaine tranche d'aide (qui suscite des tensions depuis plusieurs semaines) ne pourrait intervenir avant la formation d'un nouveau gouvernement. Manière de rappeler que ce dernier sera tenu de respecter les engagements de l'Etat grec, comme l'a martelé aussi le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble hier.

Bruxelles est prête pour une nouvelle guerre d'usure avec Athènes, et ce d'autant plus, quelle ne croit plus à un effet de contagion rapide. Les Européens, qui ont prêté 141,2 milliards d'euros à Athènes, estiment qu'ils traitent déjà la Grèce avec beaucoup de générosité : comme l'a rappelé le patron des fonds européens des secours, Klaus Regling, la Grèce bénéficie de prêts à 30 ans, un taux d'intérêt moyen de 1,5 % et une exemption de

paiement d'intérêt jusqu'en 2022, soit une aide annuelle équivalente à 4,7 % de son PIB. Alexis Tsipras l'apprendra vite : il n'y aura pas d'allègement supplémentaire de la dette sans réformes radicales de l'Etat grec. Bruxelles s'estime en position de force car les doutes sur la viabilité de l'euro se sont bien atténués et le « Grexit » éventuel – la sortie de la Grèce de la zone euro – n'est plus considéré comme une catastrophe. ■

Syriza : un parti épouvantail contraint au pragmatisme

Comme d'autres partis de la gauche radicale en Europe, Syriza est fondamentalement proeuropéen. Et prône des solutions « concertées ».

Daniel Bastien
dbastien@lesechos.fr

Le parti du charismatique Alexis Tsipras apparaît comme un épouvantail. L'est-il vraiment ? Syriza est le parti de la crise : portée par un vote contestataire et par l'image de

son leader, en rupture avec une tradition gérontocratique et dynastique de la politique grecque, la petite coalition de mouvements communistes qui plafonnait à 4,6 % des voix aux législatives de 2009 est devenue le premier parti d'opposition en 2012 et le premier parti politique de Grèce aux élections européennes de mai dernier. Elle est par ailleurs membre du Parti de la gauche européenne au Parlement européen, qui a présenté cette année Alexis Tsipras comme candidat à la succession de José Manuel

Barroso à la présidence de la Commission européenne.

Mai, aux portes du pouvoir, Syriza est aussi un parti fragile. Les 3 points de son avance dans les sondages sur la Nouvelle Démocratie du Premier ministre Antonis Samarás font oublier qu'il lui sera difficile de trouver des alliés autres que des centristes de gauche ou de droite pour bâtir une majorité au Parlement : le Pasok est en ruines et les communistes du KKE détestent Tsipras. La crédibilité du jeune leader souffre de surcroît des positions

très radicales de la très bruyante aile gauche minoritaire de son parti, pour lequel les électeurs votent d'ailleurs sans grand enthousiasme, notent les experts. Ce week-end, une étude de Kapa Research a montré que, pour 44,1 % des Grecs, Antonis Samarás était le meilleur pour diriger le pays, contre 34,4 % pour Alexis Tsipras.

Des solutions « concertées » Syriza est aussi un parti pro-européen. S'il arrivait au pouvoir, Alexis Tsipras, qui a renforcé son staff éco-

nomique, serait d'autant plus pragmatique vis-à-vis de l'Europe... qu'il l'est déjà, observe-t-on. Pro-euro comme de 70 à 75 % des Grecs, fédéraliste, légitimiste envers le président de la Commission Jean-Claude Juncker, il s'est engagé à ne pas agir de manière « unilatérale » en matière de réduction de la dette publique grecque, et répète préférer en la matière des solutions « concertées ». En refusant un nouveau mémorandum et en réclamant une renégociation de la dette, Syriza cherche surtout à dégager les

moiens de faire face à l'urgence sociale en Grèce et, dans la ligne d'autres pays d'Europe du Sud, de mettre sur pied une sorte de New Deal qui relancerait la croissance. Les mesures économiques d'urgence qu'il propose ne penchent d'ailleurs pas du côté de la révolution : rétablissement de l'électricité chez les ménages quand elle est coupée, relèvement des seuils non imposés et augmentation du salaire minimum... mais seulement dans le secteur privé. Equilibre budgétaire oblige. ■

Pas de panique sur les marchés financiers

La Bourse d'Athènes, en repli de 3,9 %, n'a pas fait plonger les marchés européens, moins inquiets des risques de contagion.

Ce n'est pas un non-événement, mais au final les investisseurs ont plutôt bien digéré l'échec du scrutin présidentiel en Grèce. L'onde de choc a été limitée à Athènes. La Bourse a perdu 3,9 %, après avoir plongé en séance de 11,3 %. Les taux surtout se sont enflammés pour remonter à 9,26 %, du jamais-vu depuis septembre 2013. Hors de Grèce, l'effet a été plus mesuré. « Compte tenu des rapports de force au sein du Parlement, on pouvait s'attendre à ce que le gouvernement n'arrive pas à faire élire un

président. Beaucoup d'investisseurs l'avaient anticipé », constate Jean-Louis Mourier chez Aurel BGC, même si « cela a provoqué un petit coup de stress sur les pays périphériques ». Les taux espagnol, italien et portugais se sont légèrement tendus, augmentant l'écart avec ceux de l'Allemagne et de la France qui ont touché un nouveau plus bas historique, forts de leur statut de valeur refuge. Les Bourses de Madrid et de Milan ont aussi réduit leurs pertes à la clôture, après avoir cédé en séance plus de 2,5 %.

Pourtant, début décembre, lors de l'annonce d'une tenue anticipée de ces élections faute d'élection d'un nouveau président, les investisseurs avaient été beaucoup plus inquiets

de la réminiscence de la crise grecque. Mais l'appréciation du risque a un peu changé. Le risque politique d'abord. Si le parti anti-européen Syriza est le grand favori des prochaines élections législatives, il n'aura « pas les moyens de gouverner seul. Il devra former une coalition et mettre de l'eau dans son vin. Déjà, il ne parle plus de sortie de l'euro. Il devient plus réaliste dans son programme », rassure David Kalfon, chez Amalika AM.

Risque de contagion limité « Ce qui compte c'est ce qui va se passer dans les prochains mois, explique Eric Chaney chez AXA IM. Le plus probable, ce sont des négociations avec le nouveau gouvernement sans

doute dominé par Syriza, pour arriver à un allègement de la dette grecque en échange de quoi le gouvernement acceptera de déterminer les réformes. Le risque est que cela dérape. » Ou que « cela traîne en longueur comme en 2012 », ajoute David Kalfon, autrement dit que les élections du 25 janvier ne permettent pas d'aboutir à la constitution d'un gouvernement.

Le risque de contagion est aussi jugé plus limité, d'abord parce que « la dette grecque est en majeure partie détenue par des organismes publics comme la BCE, contrairement à 2012 où elle était détenue par des banques et des compagnies d'assurances », explique David Kalfon. Et la BCE « qui a gagné beaucoup en crédibilité ces dernières années », se mon-

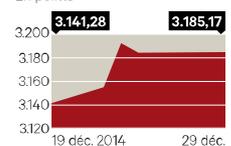
tre vigilante. « Nous allons attendre les avis et les suggestions des autorités grecques sur la meilleure manière de procéder au passage en revue du plan d'aide et nous en discuterons avec la Commission européenne et le FMI », a indiqué la BCE dans un communiqué.

Mais, après la trêve des confiseurs, la question de la crise grecque pourrait bien revenir sur le marché, notamment à mesure qu'approchera la réunion de la BCE le 22 janvier, trois jours avant les élections législatives... « Est-ce que cela ne va pas forcer la BCE à retarder son programme de rachat d'actifs ? » s'interroge David Kalfon. La réponse est loin d'être évidente.

— P. Fay

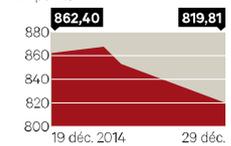
Indice Euro Stoxx 50

En points



La Bourse d'Athènes

En points



* LES ÉCHOS / SOURCE : BLOOMBERG